

LA VERITE

Parti Communiste Internationaliste (Trotskyiste) - section française de la 4^e internationale

RÉDACTION ADMINISTRATION

5, rue de Charonne, PARIS (11^e). Tél. : ROQ. 69-52

ABONNEMENTS : 1 an : 1.200 fr. ; 6 mois : 600 fr.

3 mois : 350 fr. - Etranger : 1 an : 1.500 fr.

C.C.P. Sté de Presse, Editions et Librairie 6032-01 Paris

Pour avoir œuvré à la fraternité des travailleurs français et algériens

Henri GENESTE

condamné en appel

à 3 ans de prison

et 100.000 frs d'amende

TROIS ans de prison, cent mille francs d'amende, cinq ans de privation des droits civils : tel est l'incroyable verdict prononcé par la cour d'appel de Douai contre le métallurgiste Henri Geneste, emprisonné depuis bientôt quinze mois, pour avoir conforé ses actes à ses convictions.

On sait que ce jeune ouvrier, père de deux enfants, s'était accusé de rien d'autre que d'avoir fraternisé avec des travailleurs algériens, militants du M.N.A., et de les avoir aidés dans leur activité de propagande politique, dans la confection de tracts exprimant les aspirations du peuple algérien à la liberté et à l'indépendance, tracts qui, au surplus condamnaient les erreurs ne aveugle et les procédés contraires aux intérêts essentiels de ce même peuple.

Une fois de plus, comme en première instance, l'accusation a établi une nette distinction entre ses cocoussés algériens, « Français à part entière », et l'ouvrier français Geneste, considéré comme « bien plus coupable », et contre lequel le procureur réquerait 10 ans de prison.

Sous le coup de ce réquisitoire, Henri Geneste, jeune ouvrier d'opinion trotskyste, idéal à sa classe et à son idéal, n'a pas faibli un seul instant. Il a revendiqué la pleine responsabilité de ses actions. Il a affirmé sa conviction d'avoir agi en pleine conformité avec l'idéal de justice et de liberté qui est le sien, et d'avoir œuvré au rapprochement, à la fraternité entre les deux peuples.

Tel est l'homme qui se voit rapper de la plus lourde peine qui ait été prononcée, depuis le début de la guerre l'Algérie contre un Français et sur le territoire métropolitain, pour hostilité à la guerre ! Tel est l'homme, militant, l'ouvrier, dont la répression même qui le frappe fait dès aujourd'hui le symbole de la fraternité, aujourd'hui bafouée, demain triomphante, entre les travailleurs français et le peuple algérien.

LA VERITE.

ATTENTION

Le prochain N de la VÉRITÉ paraîtra

le 5 septembre

Abonne-toi

A bas l'intervention impérialiste au Moyen-Orient !

L'INTERVENTION américaine au Liban le 15 juillet est un événement d'une importance capitale, comparable au coup des ultras d'Algérie le 13 mai. L'une et l'autre procèdent de la même nécessité d'écraser les aspirations révolutionnaires des masses arabes.

Dans un monde où les positions de l'impérialisme sont minées par une montée révolutionnaire sans précédent, l'impérialisme américain amorçe une large reconquête de sa politique à l'égard des pays coloniaux et semi-coloniaux. Jusqu'ici, c'est au nom de « l'anticolonialisme » et de la « liberté » que Washington, cherchant l'appui des bourgeoisies nationales, évacue systématiquement ses concurrents. Mais les masses opprimées se sont mises en mouvement, et les bourgeoisies nationales et la classe des propriétaires fonciers s'avèrent trop faibles pour résister à leurs revendications, la terre aux paysans et l'expatriation des positions des impérialistes. Si ces revendications ne sont pas satisfaites, l'indépendance nationale n'est évidemment qu'un leurre.

Le voyage du vice-président Nixon en Amérique latine (fin avril-début mai) et sa réception « enthousiaste », avec manifestations, antijunkies, démonstrations, etc., montre aux magnats de Wall Street que, dans cette chasse gardée pour les capitalistes « yankees » qu'est devenu le continent, les masses ne se font pas d'illusions sur la « liberté » et « l'anticolonialisme » de l'impérialisme du dollar.

En Afrique du Nord, menacée de décomposition, l'action des ultras, portant de Gaulle au pouvoir, apparaît très vite aux dirigeants américains comme l'annonce d'une force réactionnaire

infiniment plus apte à protéger les structures de la domination impérialiste que les anarchiques bourgeoisies nationales marocaine et tunisienne, quant à la classe dominante algérienne, elle est à proprement parler invalidée.

Au Liban, où le peuple, porté en avant par la revendication anti-impérialiste de l'unité, monte à l'assaut du pouvoir occidental de M. Chamoun, les U.S.A. commencent par hésiter sur l'attitude à prendre. Il est probable, pour les généraux de Wall-Street, d'apparître dans tout le Proche et Moyen Orient pour ce qu'ils sont ; mais les événements d'Irak les contraignent à abandonner le masque hypocrite d'un libéralisme de façade. De même qu'au Guatemala, c'est au nom de la « liberté » pour l'Unité Fruit, de pressurer les masses, que les « marines » américains ont débarqué, de même au Liban, c'est pour défendre les intérêts des magnats du pétrole que l'intervention se fait.

En Irak, comme dans tout le Proche et Moyen Orient, comme dans le Maghreb, la revendication de l'unité « arabe » est, bien plus que le sentiment d'une solidarité culturelle et religieuse, le signe que toute une série de revendications anti-impérialistes sont communes à ces peuples. Dans cette région du monde, toutes les issues économiques sont contrôlées par l'impérialisme qui appuie sa domination sur le pouvoir de la caste de ses propriétaires fonciers, écrasant une masse immense de fellahs sans terre. La revendication de « l'unité arabe », c'est la volonté de voir les richesses nationales revenir à la nation, la terre à ceux qui la travaillent ; c'est la certitude qu'en dehors de la ré-

J. LORRAIN.

(Suite page 2.)

Offensive militaire en Algérie

LA désignation de M. Soustelle au poste de ministre de la Propagande du gouvernement devrait au moins pouvoir ouvrir les yeux de tous ceux qui espèrent contre toute espérance dans le « libéralisme » du général de Gaulle. Ausi paradoxal que cela puisse paraître, les

faits ont assez peu d'importance pour ceux-là, bourgeois de « gauche », socialistes ou progressistes (1), qui s'acharnent à voir dans le Général le dernier rempart d'une solution libérale du problème algérien.

Quels ces exercices de haute voltige trompent assez peu les masses, ce serait rassurant, si les travailleurs de ce pays pouvaient, dans l'immédiat, rassembler suffisamment leurs forces pour mener leur propre combat de classe contre la dictature. Mais il serait pué de se raccrocher à des illusions. Le prolétariat français, que les dirigeants du P.S. et du P.C.F. ont mis en selé n'a pu empêcher la bourgeoisie d'imposer son gouvernement de dictature. Ce qui signifie que, pour un temps au moins, ce gouvernement dispose de possibilités non négligeables pour tenter de régler quelques-uns des problèmes qui le pressent sans risque d'intervention des masses populaires.

Le rôle d'arbitre qui s'est dévolu de Gaulle implique des attitudes nécessairement contradictoires en apparence. D'un côté, il lui faut chaque matin remporter une grande victoire et sauver la République. Cela est le garant d'un libéralisme qui rassure la bourgeoisie et la petite bourgeoisie libérales.

La « mise au pas » des Comités de Salut Public, les déclarations fraternelles et pleines d'une considération gratuite sur la dignité et la valeur des combattants algériens, sur la discussion du futur statut avec « les représentants élus avec qui on vera le reste », voilà le visage tourné vers la « gauche » et les nationalistes algériens. De l'autre côté, les choses sérieuses : le Président du Conseil satisfait à la principale revendication des Comités de Salut Public en intégrant Soustelle à son gouvernement. Il jette les bases d'une vaste offensive militaire visant à écraser la Révolution algérienne, afin de contraindre le peuple algérien à acrore le cadre français du référendum français.

Organiser la défense ouvrière

AUCUN fait saillant n'a marqué, ces dernières semaines la politique intérieure française. La vie politique se poursuit au ralenti ; le gouvernement tient à ce silence, à ce demi-sommeil. Dans le calme, il prépare le référendum... et la suite.

Pourtant le silence qui règne n'empêche pas les difficultés de subsister, les contradictions qui déchirent la bourgeoisie à exister.

Alger demeure sur ses positions, et il a bien fallu que le général de Gaulle fasse un second voyage qui n'était pas qu'un pèlerinage aux sources de son pouvoir, pas non plus une simple inspection militaire, mais bien un nouvel essai d'énigme et les ultras, de reprendre le contrôle de l'armée.

UN MINISTRE A PART ENTIERE

Passons sur les satisfactions symboliques données aux tenants de l'intégration, unification du régime des postes, etc. Le voyage du général a eu deux résultats. Il semble qu'il se soit entendu avec l'état-major sur la question des renforts et d'un effort militaire accru, la première bataille à gagner devant être celle du référendum. Du même coup s'effondra la force de la fraternisation, et s'affirma le fait que, dans les pires conditions, le peuple algérien poursuit la lutte pour son indépendance.

Mais surtout, à son retour, le général de Gaulle a nommé ministre de l'Information dans son gouvernement, Jacques Soustelle. Nous disons, au début de cet article, qu'il n'y a rien de neutre ou d'important qui ne s'écrit produit au cours de ces dernières semaines. Et, en effet, même la nomination de Soustelle ne représente rien de nouveau, elle n'est que la conséquence de la situation politique française, l'expression de la victoire des forces, les plus réactionnaires, c'est-à-dire les plus conscientes, de la bourgeoisie. Mais elle n'en reste pas moins significative. Soustelle ou gouvernement, valent au plus que de longues analyses rend compte de la réalité du gouvernement de Gaulle, exprime les forces sur lesquelles il s'appuie. Soustelle n'est pas un « ultra ».

UN BEAU 14 JUILLET

Mais même la nomination de Soustelle ne saurait suffire à assurer stabilité et durée à l'expérience de Gaulle. Certes, l'entrée de Soustelle dans le gouvernement désorme les « ultras-ultras » d'Algérie qui se lamentaient de ne voir que des hommes du « système » dans le gouvernement du Général. Certes, la reprise en main de l'armée semble en bonne voie. Mais le gouvernement de Gaulle veut représenter les intérêts généraux de la bourgeoisie française. Parmi ces intérêts généraux figure, bien entendu, le maintien de l'Algérie dans le cadre colonial français, mais sans que les formes de ce maintien soient nécessairement celles qui perpétueraient l'ensemble des privilèges de la population européenne d'Algérie. Or, cette population s'est trouvée être le seul appui de masse de l'expérience de Gaulle. Il faut que le gouvernement de Gaulle s'émancipe de ce soutien scilicet, et pour cela qu'il trouve d'autres appuis. La voie qu'il suit, c'est naturellement celle du renforcement du pouvoir central, de l'Etat pour le rendre indépendant. Mais le renforcement de l'Etat reste un leurre tant que sa force ne peut s'exorimer politiquement dans le pays, par l'oratoire.

(1) Cf. un article de Franko Obervaldier (10-7-58) et particulièrement révélateur de cet état d'esprit assez généralisé, paru récemment chez les nationalistes, les progressistes et leurs ennemis mortels de « la Nation Socialiste », malheureusement pour les nationalistes eux-mêmes.

P. LAMBERT.

(Suite page 4.)

F. FORGUE.

(Suite page 2.)

ANGLETERRE :

La grève des transporteurs de viande et des dockers

APRES sept semaines de grève, les employés des autobus de Londres, ainsi que les dockers et les transporteurs de viande de Smithfield ont repris le travail. Bien que leur succès ait été limité par les manœuvres de la bureaucratie syndicale, et ses efforts couronnés de succès pour empêcher la généralisation du mouvement notamment au métro et aux cheminots, ils ont néanmoins obtenu des satisfactions essentielles. Les plans du gouvernement conservateur, qui prétendait porter un coup, à travers les travailleurs des bus, à toute la classe ouvrière anglaise, ces plans ont été déjoués.

SEULE la grève des ouvrières et ouvriers des bus de Londres a intéressé la presse française. Ce n'est pas uniquement par son côté spectaculaire. Les informations données ici étaient, soit complètement fausses, notamment en ce qui concerne la reprise du travail, soit déformées, soit tronquées. En attirant uniquement l'attention de l'opinion publique française sur cette grève, la presse de ce pays a dissimulé d'autres mouvements de plus longue durée, mais aussi de plus grande importance quant à leur portée politique et sociale; nous voulons parler de la grève des conducteurs des camions de viande, de la grève des transporteurs de viande, de la grève des ouvriers des entrepôts frigorifiques, de la grève des dockers.

Or, pendant huit semaines, ces quatre corporations des travailleurs londoniens ont été en grève dans le même temps que ceux des bus.

La grève a commencé chez les ouvriers qui conduisent les camions destinés à amener la viande des entrepôts frigorifiques aux entrepôts de viande de Londres (Smithfield). Cette grève avait pour motif le refus des travailleurs de voir leur cadence de travail s'accroître. Alors qu'auparavant ces conducteurs étaient astreints à conduire leur véhicule à raison de 20 miles à l'heure (32 km/h), le patronat prétendait les faire rouler à une moyenne de 30 miles (50 km/h). La direction des syndicats acceptait cette augmentation des cadences à condition que les salaires soient augmentés de 15%.

Les patrons refusèrent. La direction syndicale ne dit plus mot.

Les travailleurs décidèrent de se mettre en grève.

L'attitude patronale vis-à-vis des grévistes de Smithfield était assez comparable à celle de l'Etat-patron dans la grève des bus, à savoir : ne rien lâcher et imposer aux travailleurs leur volonté de surexploitation.

Aux revendications des conducteurs de camions, les gros patrons de Smithfield ne répondirent pas seulement par un simple refus, ils se servirent du prétexte de cette grève pour, quelques jours après son début, annoncer le licenciement de 600 porteurs de viande. Le prétexte invoqué était que, du fait de la grève des conducteurs, il y avait moins de viande à transporter, donc moins besoin de main-d'œuvre. Cet argument tentait de rendre responsables les conducteurs du licenciement des porteurs. En réalité, il s'agissait de pratiquer aux yeux de tous les travailleurs de Smithfield une politique de force et d'agression caractérisée.

A l'annonce du licenciement de 600 de leurs, les 1.100 autres porteurs de Smithfield décidèrent, contre la volonté de leur syndicat, de se mettre en grève à leur tour :

— en signe de solidarité vis-à-vis des conducteurs ;
— en demandant la réintégration des 600 porteurs licenciés.
Cette grève était aussi « un-official » que celle des conducteurs.

Tout Smithfield était en grève, et les bouchers détaillants de Londres étaient contraints de venir chercher eux-mêmes leur marchandise, d'en assurer le transport et la manutention.

C'est alors que les employés des entrepôts frigorifiques déclarèrent à leur tour de se joindre au mouvement. Les employés des entrepôts frigorifiques ont pour tâche d'amener la viande congelée venue d'Argentine, des docks aux entrepôts.

A l'unanimité, ils déclarèrent la grève. Tout le marché de la viande à Londres allait à la paralysie.

Les patrons ne se le tinrent pas pour dit. Ils avaient soin contre les porteurs pour mieux torpiller la grève des conducteurs, ils avaient également soigné contre les employés des entrepôts frigorifiques. Mais là, il ne pouvait plus être question d'utiliser une corporation contre l'autre — toutes étaient en grève — il ne restait plus qu'une possibilité : se servir des jaunes. Les travailleurs anglais appelèrent d'ailleurs les jaunes des « blacks » (noirs).

Les jaunes vinrent donc sur les quais pour y prendre la viande et l'amener aux entrepôts. C'est alors que les travailleurs des entrepôts frigorifiques déclarèrent la viande « black », et c'est ainsi que les dockers se mirent en grève.

Car la viande ayant été déclarée « black », les dockers qui extraquaient cette viande des bateaux pour l'amener à quai, ne pouvaient plus y toucher. C'est en effet une vieille tradition du mouvement ouvrier anglais que, lorsque des travailleurs en grève déclarent un produit qu'ils manipulent ou qu'ils usinent comme étant « black », plus aucune autre catégorie de travailleurs, en grève ou non, ne se sent autorisée à y toucher.

Les employés des entrepôts frigorifiques déclarèrent la viande « black »; dès ce moment les dockers, pour rien au monde, n'y auraient touché !

Les patrons ne pouvaient ni ne voulaient reculer. Ils cherchaient à croiser le feu avec la classe ouvrière. La politique de l'utilisation des jaunes contre les travailleurs des entrepôts frigorifiques ne leur avait guère réussi, mais qu'importait ! Ils tentèrent de la mieux réussir avec les dockers.

Les jaunes vinrent donc en renfort, non seulement pour travailler aux entrepôts, mais pour travailler sur les docks.

Les dockers refusent de travailler avec les jaunes. Ils adressent un ultimatum au patronat : ou les jaunes sont retirés de la circulation, ou c'est la grève.

Ce fut la grève. Le 16 mai 1958, les 4.000 dockers de Toolstreet débarrassèrent comme un seul homme, atteints se réandaient dans les principaux docks du port, débarrassant West India Dock, London Dock et Sainte-Catherine Dock. Ils étaient 9.000 en grève. Comme pour ceux de Smithfield ou des entrepôts, leur grève était « un-official ».

Les comités de grève animaient tous les secteurs en grève, à Smithfield comme sur les docks. Un comité de liaison

se constitua entre les différentes corporations.

Dans les ports de Southampton, Hull, Liverpool, des dockers se rendaient en délégation pour expliquer la situation et demander aux dockers de ces ports de se tenir prêts à intervenir si jamais le gouvernement utilisait la troupe.

La bourgeoisie anglaise avait cherché l'affrontement avec les travailleurs, elle l'eut. Ce n'était pas encore un affrontement brutal, nous chacun sentait que cela se préparait. La direction bureaucratique des trade-unions multipliait les remarques, les postures, les propositions.

« The Times », en particulier, traitait les dockers de « bon Quichotte ». La Transport and General Workers Union tentait d'introduire la division parmi les dockers, parmi ceux de Smithfield market. Les dockers répondirent en déclenchant la grève à Tilbury (port de mer de Londres).

De tout ceci, la presse française ne fut pas partie. Ce n'était pas moins spectaculaire que la grève des bus, mais pour les travailleurs français, c'était un exemple d'engagement collectif : une catégorie de travailleurs refusait de se faire surplomber, une autre catégorie de travailleurs la soutenait, par solidarité, contre les patrons, contre le gouvernement, contre l'appareil bureaucratique des syndicats.

Pour les capitalistes français, de tels exemples ne sont pas à mettre sous les yeux.

C'est pourquoi « La Vérité » en parle.

FRANÇOIS TARRANT.

ORGANISER LA DÉFENSE

(Suite de la page 1.)

national, la mobilisation, le contrôle, l'encadrement de larges masses. A l'Etat fort, il faut un « parti d'Etat ».

De ce point de vue, pour l'instant, l'expérience de Gaulle est un fiasco assez complet. Le 14 juillet avait été préparé par une intense propagande chauvin et colonialiste. « Le choc psychologique » était fourni par la présence massive d'anciens combattants et de jeunes musulmans. Un défilé formidable se déroula en présence de Salan et de Massu. Un incident « fâcheux » eut d'ailleurs lieu de jeunes musulmans passant devant la tribune officielle brandissant des drapeaux algériens.

L'après-midi, on avait convié la population parisienne à venir écouter M. Michel et Malraux, place de l'Hôtel-de-Ville. Il devait s'agir d'un gigantesque meeting. En réalité, en dépit d'un déploiement de forces considérables, ce fut un échec : quelques milliers d'assistants seulement, dont il faut décompter les anciens combattants musulmans qui, décidément, tenaient la vedette.

Pourtant, le discours de Malraux mérita qu'on s'y arrête, car il est riche d'indications pour l'avenir. Tout d'abord, ce qui est particulièrement significatif, c'est l'appel aux anciens combattants considérés comme une couche à part, devant jouer un rôle considérable dans la vie du pays : « Survivants de la Marne et de Verdun, soldats des dernières batailles, combattants de la Résistance, nous voulons terminer cette journée qui est la vôtre, en parlant en votre nom, à tous les Français, à ces Français qui savent que, depuis dix-huit ans, la France n'a pas cessé de se battre. »

Voilà qui n'est pas neuf et qui évoque bien des souvenirs vieux d'une quinzaine d'années. De plus, et c'est la plus importante de son discours, Malraux a brandi, contre le mouvement ouvrier, la menace de la répression. « Les amateurs de propagande totalitaire seront déçus : celle du gouvernement consistera à faire connaître à tous ce qu'il a fait. Et il serait imprudent de tenter de l'empêcher de le faire. A bon entendeur, salut ! »

ORGANISER LA DÉFENSE

Tout se met donc en place pour qu'une offensive générale soit menée contre le mouvement ouvrier, pour qu'à travers cette offensive l'unanimité de la réaction puisse se faire autour du gouvernement du général.

Offensive politique menée à l'occasion de la préparation au référendum, offensive contre le nouveau de vie marquée par la blocage des salaires et demain par des atteintes au droit de grève, offensive contre les syndicats par l'essai de les intégrer à l'Etat, préparation aussi d'une offensive policière à travers une série de provocations...

L'heure de l'offensive réactionnaire se rapproche. Il faut tout faire pour organiser la résistance de la classe ouvrière. Pour leur part, les trotskistes ne négligeront rien pour contribuer à la constitution, sur une base de classe, indépendamment des appareils, d'un regroupement syndical et politique qui puisse préserver les conquêtes ouvrières et permettre la préparation d'une contre-offensive.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
souscrits un abonnement de : un an - 6 mois - 3 mois (1) à « LA VERITE »
et verse la somme de 1.200 francs - 600 francs - 350 francs (1), au C.C.P. 6032-01 Paris.
S.P.E.L., 5, rue de Charonne, Paris (11^e)

Le crétinisme parlem

LA conscience retarde sur la vie, c'est là un fait bien connu. Mais plus incontestable encore est l'infatigable persévérance que met la petite bourgeoisie à constater la pensée dans de vieux cadavres, plus ou moins vicés de leur contenu réel. Nous assistons, depuis l'arrivée de Gaulle au pouvoir, à la plus extraordinaire tentative de reconstitution de l'édifice mental du parlementarisme bourgeois en ruines. Pendant ce temps, Gaulle et son gouvernement préparent méthodiquement le pouvoir fort avec lequel la bourgeoisie de ce pays veut assurer contre les masses son système de domination de classe.

Et pourtant les choses devraient apparaître clairement à tous, telles qu'elles sont.

Les dirigeants du Parti Socialiste et du Parti Communiste n'ont pas voulu appeler les travailleurs au combat — et le Parlement a, très légalement, voté l'investiture de Gaulle, confiant au Général cette « légitimité » devant laquelle le libéral bourgeois Mendès-France ne peut que s'incliner. C'est ainsi que, le 20 mai, apportant son soutien à Pflimlin, Mendès-France déclarait à la tribune de l'Assemblée nationale :

« Monsieur le Président, vous avez, dans ces heures difficiles, fait preuve de lucidité et de sang-froid... Votre force, plus grande sans doute que vous ne le croyez, c'est votre légitimité. »

Admirable langage, traduisant le crétinisme parlementaire, partagé aussi bien par Mollet que par Thorez. Qu'ils savaient prendre aujourd'hui ces nobles paroles !

LE CRÉTINISME PARLEMENTAIRE

IL y avait une fois deux partis « républicains » : le Parti Socialiste, dirigé par M. Mollet, le Parti Radical « rénové » comme il se doit (1), dirigé par M. Mendès-France, qui s'ignoraient l'accord constituant le Front « républicain ». Un troisième parti, non moins « républicain », le P.C.F., dirigé par M. Thorez, protesta contre les exclusives lancées contre lui. Tous ensemble, le 12 mars 1956, votèrent les « pouvoirs spéciaux » qui « légitimèrent » le dispositif de guerre total mis en place pour écraser la Révolution algérienne.

Bien vite, le Front républicain se désagrègea. On aurait pu penser que ses promoteurs seraient découverts par l'expérience du parlementarisme. Nullement. Lorsque la République fut en danger, l'Assemblée des élus du peuple dans un réflexe naturel, se retrouva unie comme un seul homme. Ils votèrent tous ensemble, Thorez, Mollet et Mendès-France, les pouvoirs spéciaux, instituèrent la censure, plébiscitèrent à plusieurs reprises le gouvernement Pflimlin, qui s'appropriait des lors, fort de la confiance de ces bons républicains, à s'imposer, au nom de la « légitimité », devant Gaulle.

Nul doute que, dans une orthologie des bovarades

« républicains », il ne faille placer en exergue, à côté du discours de Mendès-France du 20 mai, cité plus haut, le morceau de haute éloquence parlementaire que voici. M. Dexonne, porte-parole de la S.F.I.O., déclarait le 23 mai :

« On prétend que nous pouvons nous rallier à je ne sais quel compromis. J'oppose le démenti le plus formel. Le groupe socialiste unanime reste le me contre la prise du pouvoir par le général de Gaulle. Il ne peut être question de payer la rentrée de l'Algérie dans la légalité de la part de la République. »

Ce même 23 mai est le jour où M. Guy Mollet envoie sa lettre à de Gaulle, en vue d'annoncer le « processus régulier nécessaire » de la prise du pouvoir, dans la légitimité et la loyauté, par le général. Et le 1^{er} juin M. Dexonne votera l'investiture dudit général !

La résolution du Comité Central et du groupe parlementaire du P.C.F. (29 mai) représente également une des plus belles expressions d'une perspicacité — jamais en défaut — du « Parti de la classe ouvrière inséparable de la nation », etc., etc. :

« Ni le Parlement, ni le Pays n'acceptent le double défi : le Pays veut que soient respectées la Loi et la Constitution (2). Alors qu'avant-hier les partisans du général de Gaulle ne grouaient que 165 voix à l'Assemblée cort e 408, le Président de la République, dans un message qui constitue une véritable sommation à la représentation nationale, prétend imposer au Parlement le général de Gaulle comme chef du gouvernement. Ce qu'il fait au pays, c'est un gouvernement de défense républicaine, créé selon les principes de la Constitution et appuyant sur la majorité républicaine de l'Assemblée et le pays républicain. »

L'encore de l'« Humanité » à peine écho, la majorité « républicaine », trois jours plus tard, investit de Gaulle !

Pouton, en un court laps de temps, voir les événements apporter plus d'inglant démenti à une pléthore ?

LA LUTTE DES CLASSES, UNE THEORIE MARXISTE PERIMEE ?

EN réalité, le crétinisme parlementaire du P.S. et du P.C.F. plonge de profondes racines dans une philosophie politique que les dirigeants de ces partis partagent avec les leaders politiques de la bourgeoisie.

Pour le Parti Socialiste, sa politique de réformes entraînera naturellement la bourgeoisie, ou tout au moins son aile libérale, à accepter le « socialisme ». Seule la droite française, « la plus imbécille du monde », suivant le mot de Guy Mollet, ne comprend pas la situation.

Que le réformisme ait pris le visage de la queue d'Algérie, des tortures, du rappel des jeunes, de la hausse des prix et de la baisse du pouvoir d'achat, loin de toutes ces considérations ! La société française étant composée de personnes intelligentes — ouvriers, petites gens

DEFENDONS LA VERITE

COMME chaque année, « La Vérité » va cesser sa parution pendant la période « creuse » de l'été, afin de ne pas trop désequilibrer son fragile budget. Comme chaque année... mais cette année, plus que jamais, cette interruption nous coûte. La propagande gouvernementale, elle, ne cessera pas ; il n'y aura pas d'arrêt à la mise en place, à la préparation de l'offensive anti-ouvrière.

Il n'y aura pas non plus d'interruption pour la « grande presse ouvrière », celle qui ment, celle qui démolit, qui, après la défaite dont ses maîtres ont été les principaux artisans, ne sait que semer le désarroi... Cette obligation qui nous est faite de cesser pendant sept semaines notre parution, reflète la dramatique faiblesse de l'avant-garde organisée. Elle est une expression, dans un domaine par-

ticulier, de la crise que traverse le mouvement ouvrier français. Nous avons expliqué dans « La Vérité », semaine après semaine, que la clé de la situation française était à l'intérieur du mouvement ouvrier ; que l'apparition d'une direction révolutionnaire, indépendante des appareils, suffisamment liée aux masses pour entraîner de larges couches de travailleurs, pouvait être décisive. La trahison, l'incapacité des « grandes organisations », était éclatante. Le problème numéro 1 était l'émancipation des travailleurs de ces directions qui œuvraient pour le compte d'intérêts autres que ceux de la classe ouvrière. Les travailleurs devaient prendre en main la direction de leurs luttes, à cette seule condition, la victoire pouvait être obtenue.

Nous n'avons pas la présomption de prétendre avoir fait « pour le mieux », mais nous croyons que notre effort n'a pas été inutile. Des militants révolutionnaires se sont rassemblés autour de « La Vérité ». Ils sont parmi ceux qui ont le mieux compris le mécanisme d'une trahison ou à vau à la classe ouvrière d'être vaincue sans combat. Ils seront parmi les meilleurs défenseurs des droits de cette classe ouvrière, de ses organisations. Ils prépareront la contre-offensive. Le combat continue ! Il reprendra plus fort en septembre à l'occasion de la campagne plébiscitaire que mènera le général. Il faut qu'à ce moment la voix de l'avant-garde révolutionnaire, la voix du communisme se fasse entendre, plus forte que jamais.

Il faut que la diffusion de « La Vérité » s'étende, il faut que l'adhésion financière indispensable lui soit apportée. Le prochain numéro de « La Vérité » paraîtra le jeudi 4 septembre, à chacun de ceux qui sont conscients de la gravité de la période de faire le maximum pour que « La Vérité » gagne de nouveaux lecteurs et pénètre dans de nouveaux milieux.

DEFENDONS « LA VERITE »

A bas l'intervention américaine au MOYEN-ORIENT!

(Suite de la page 1)

Utilisation des Etats-Unis au Proche et Moyen Orient... au Machrek Uni et fédéré, il n'y a aucun moyen de sortir de la misère et de l'oppression. La République Arabe Ciroe représente une tentative timide de réponse à ces aspirations de la part de la bourgeoisie égyptienne en même temps qu'une tentative de relâcher la pression impérialiste sur l'Egypte. Mais la bourgeoisie égyptienne est, elle-même, trop liée à la classe des propriétaires fonciers, trop dépendante économiquement de « l'occident » pour mener à bien cette tâche. C'est pourquoi nous la nous nous battons, contre devant la pression ouverte de l'impérialisme américain, en prenant la tête de l'offensive des migrants du pétrole, au lieu de consister à utiliser les contradictions entre les impérialismes anglais et français d'une part, Washington d'autre part.

complètement ouvert les yeux des dizaines de millions d'êtres humains qui vivent sur des territoires riches, les leurs, dans une misère et une ineptie inévitables, sur les vertus de l'« internationalisme » américain. Mais cette révolution, isolée, comme est isolée la révolution algérienne, du prolétariat occidental, ne pourra réaliser pleinement ses objectifs historiques. Et nous retrouvons là le problème de la position du prolétariat occidental, rendu passif par la trahison impie des partis socialistes et stalinien, qui ont réussi, sous diverses formes, à l'enchaîner à leurs propres impérialismes contre les masses opprimées.

Mais, chaque fois que l'impérialisme se voit contraint de substituer une occupation militaire à un système de garanties politiques de sa domination, chaque fois les contradictions s'accroissent davantage au sein même de l'état impérialiste dominant, chaque fois se rapproche l'heure où les travailleurs des pays impérialistes se joindront aux peuples opprimés dans la lutte pour l'abolition de toute forme d'exploitation ou d'oppression, pour le socialisme mondial.

La révolution iranienne a prouvé et déjà démontré la fragilité des positions de l'impérialisme s'appuyant sur des classes dominantes autochtones corrompues. En même temps, elle a

entaire a la vie dure

et bourgeois libéraux, M.R.P., etc. — et de Français impécies — la droite — le dernier mot appartenant à « l'intelligence ». Les tomates du 13 mai 1956 démontrent que les plus intelligents n'étaient pas du côté du subtil et monovulvère Guy Mollet. L'intelligence, la conscience de sa force de classe était du côté de cette « ultra », « la plus bête du monde », qui allait entraîner toute la bourgeoisie française vers de Gaulle. A sa suite, le loyal et plat géront réformiste, du capitalisme que le secrétaire général du Parti Socialiste n'a jamais cessé d'être « aplâtrant » à nouveau.

Pour le P.C.F., le jeu politique est plus subtil. Il lui faut, afin de conserver son crédit auprès des masses, bavarder sur la lutte des classes et, pour défendre les intérêts contre-révolutionnaires de la bureaucratie du Kremlin, pratiquer une politique de collaboration de classes. La base théorique, si l'on peut parler de théorie lorsqu'il s'agit de Thorez et C^{ie}, en est résumée par une série de constatations sans appel (3) :

La Révolution n'est pas à l'ordre du jour. Ce qu'il faut, c'est unir autour du P.C.F., « parti de la classe ouvrière seule fidèle dans sa masse à la Nation », tous les républicains qui représentent l'écrasante majorité dans l'Assemblée et dans le Pays. La majorité républicaine, à l'Assemblée, s'est tournée vers de Gaulle... Qu'à cela ne tienne ! C'est là l'œuvre d'une poignée de comploteurs, que d'insouvent et réprouvent tous les bons républicains. Mais, et c'est là que le bât blesse nos distingués démocrates stalinien, après qu'une « avant-garde » réactionnaire, dirigée par Lagardère, ait imposé, le 13 mai, à Salan et à Massu, son programme politique, toutes les couches de la bourgeoisie libérale se sont, les unes après les autres, réalignées sur Alger — avec des inquiétudes pour l'avenir, et des réserves mentales, il est vrai. La formation républicaine des bons républicains, P. Reynaud, Pflimlin, E. Faure, a fondé sous le soleil du Forum, et Thorez est resté Gros-Jean comme devant.

Quoi qu'en disent et écrivent à ce leur encre les dirigeants stalinien il n'y a pas eu de combat militant dans d'un putsch. Il y a eu une avant-garde militante de la réaction qui, en combattant, a imposé à toute la bourgeoisie une orientation politique nouvelle. Le fait historique important n'est pas que Lagardère et sa bande soient représentés au départ une minorité. C'est que toute la bourgeoisie, y compris son aile libérale, se soit, quand ses intérêts de classe ont été en jeu, tournée vers de Gaulle et le pouvoir fort, la « légitimité » déjà citée servant d'alibi et de couverture à Pflimlin. Ainsi, sous son aspect le plus élémentaire et le plus fondamental, le marxisme a trouvé une éclatante vérification sur le supplémentaire. Il y a deux classes fondamentales dans la société française : la classe bourgeoise et la classe ouvrière. Quand l'état bourgeois, démocratique

et parlementaire, est menacé de dissolution, la bourgeoisie capitaliste ne balance pas longuement — une dizaine de jours — pour abandonner les vieux oripeaux de la démocratie et du parlementarisme. Il reste que Mollet et Thorez — pour qui l'heure de la révolution ne sonnera jamais — se sont placés entièrement sur le plan bourgeois parlementaire, et ont réussi à infliger une défaite à la classe ouvrière.

NOVATEURS ET MYTHOLOGIE

AVEC une bonne volonté non moins évidente que digne d'éloges, le nouveau président de la Ligue des Droits de l'Homme, Daniel Mayer, s'efforce de faire renaître de ses cendres le défunt Front Républicain. L'Union des Forces Démocratiques représente la nouvelle formule du cartel électoral qui, triomphant le 2 janvier 1956, a remporté ensuite les grands succès que l'on sait ! Les mythes se perpétuent d'eux-mêmes, exprimant le besoin de tous de prendre des assurances sur un avenir qui s'annonce sombre.

Mais le sort de l'U.F.D., quelle que soit la bonne volonté de ses promoteurs, est d'ores et déjà scellé. Si le Front Républicain de 1956 avait au moins quelque consistance, dans la mesure où la formation d'une majorité parlementaire constituait pour lui un objectif concret, l'U.F.D. de Daniel Mayer-Mendes-France-Mitterrand n'est tout ou plus que le travesti ridicule d'une vieille politique de collaboration de classes, dont Charles de Gaulle ne peut qu'être amusé. Après le 1^{er} juin, rien ni personne, tout ou moins pour l'époque qui vient, ne pourra faire renaître de ses cendres le régime de la démocratie parlementaire, par lequel la bourgeoisie, durant les masses avec l'aide du P.S. et du P.C.F., maintenait sa domination de classe. Ce n'est pas l'U.F.D. ni aucune autre formation électorale qui pourront éviter au pays la dictature, après que, du 13 mai au 1^{er} juin, les grandes formations ouvrières aient tout fait pour amener les travailleurs à capituler sans combat. Cela est une certitude.

Après tout, MM. Mendès-France et Mitterrand n'ont jamais entendu tromper les masses sur leur politique. Ils répudient la lutte de classes et le marxisme. Daniel Mayer, (Suite page 4.)

(1) On l'a bien vu, le 1^{er} juin 1956, quand le mendésiste Clostermann, par exemple, apporta sa voix à de Gaulle.

(2) Avec un grand L et un grand C, comme il se doit.

(3) Ceux qui contestent le bien-fondé des positions de Staline-Khrouchchev, dans les pays où la bureaucratie a le pouvoir, voient se dresser la patience : Nagy, Rajk, Kostov, etc. C'est une méthode comme une autre pour justifier une politique.

Les responsables du mythe gaulliste

Il n'est pas inutile de rappeler aujourd'hui, pour les jeunes qui n'ont pas vécu cette époque, comme pour les moins jeunes qui commencent à l'oublier, la responsabilité directe des dirigeants du P.C.F. dans l'élaboration du « mythe gaulliste » en 1943-1944. Voici, choisies parmi beaucoup d'autres, quelques citations de « l'Humanité » :

« L'HUMANITE » DU SAMEDI 26 AOUT 1944

Titre en gras sur quatre colonnes à la une : « A 15 heures, l'Arc de Triomphe à Notre-Dame, le peuple unanime acclamera le Général de Gaulle. »

« La guerre continue... » « La France doit se trouver au premier rang des grandes nations », déclare de Gaulle à l'Hôtel de Ville où il est accueilli par Georges Marrane.

« C'est sous les acclamations frénétiques d'une foule en délire que le Général de Gaulle regagne le ministère de la Guerre... » Dans le même numéro, le Comité Central du P.C.F. publiait un appel dont voici la conclusion :

« Officiers et soldats ! le peuple de Paris vous assure de sa volonté de combat et, après avoir défilé en vainqueurs sous l'Arc de Triomphe où repose l'inconnu de la guerre de 1914-1918, c'est en vainqueurs que bientôt vous défilerez à Berlin sur les ruines de l'oppression fasciste dont il faut débarrasser la terre pour que les peuples puissent vivre libres et indépendants. Mort aux Boches et aux traîtres ! Vivent les soldats français et alliés ! Vivent les Forces Françaises de l'Intérieur ! Vive l'Union de tous les Français pour la lutte et pour la victoire ! »

Vive le Gouvernement Provisoire de la République Française et son chef le Général de Gaulle !

Vive la France libre, indépendante et démocratique. »

LE COMITE CENTRAL DU P.C.F.

« L'HUMANITE » DU DIMANCHE 27 AOUT 1944

Titre sur six colonnes à la une : « Paris vainqueur salue en la personne du Général de Gaulle la France maintenue, la Résistance victorieuse, la lutte armée qui a sauvé le pays. »

Dans le journal de Georges Cogniot on pouvait lire :

« En acclamant de toute sa ferveur le Général de Gaulle, Paris, conscient de sa force, pénétré du bon droit et de la grandeur de sa cause, faisait le bilan des journées glorieuses, le bilan de la formidable insurrection populaire. Et ce bilan, c'était les escrocs de la Patrie, balayés d'emblée avec les envahisseurs, les maquisards du pays jetés à l'égoût avec ses tortionnaires, les profiteurs de la déroute, tous leurs complices, tous leurs lâches adulateurs, plongés au néant avec elle. »

« Comme Paris était de cœur avec les alliés de la France, avec la Grande-Bretagne et les Etats-Unis dont les armées coopèrent sur notre sol à l'effort des nôtres, avec l'Union Soviétique, dont certains des meilleurs fils, les membres de l'Association des Prisonniers de Guerre Soviétiques évadés, inclinaient, accueillis par des applaudissements enthousiastes, leur drapeau glorieux devant le Général de Gaulle ! »

« Comme Paris, debout sur ses chaînes brisées de ses mains, était grand, sûr de lui, tendu vers la guerre et la victoire totale, vers la grandeur et vers la liberté ! »

« L'HUMANITE » DU 30 AOUT 1944

En titre gras page une : « Le Chef du Gouvernement reçoit les représentants de la presse parisienne. »

Photo dont la légende est : « On reconnaît, en face du général de Gaulle, notre directeur Marcel Cachin, ayant à sa gauche M. Albert Bayet, président de la Fédération Nationale de la Presse clandestine. » (1)

Texte : « Il est essentiel, a dit en terminant le général de Gaulle, que la presse redevienne une inspiratrice pour la nation. »

« L'HUMANITE » DU SAMEDI 2 SEPTEMBRE 1944

Sous une photo de première page, on lit cette légende : « Le Chef du Gouvernement a été reçu hier à l'Hôtel de Ville ; notre photo représente, de gauche à droite, le préfet Luizet, le général de Gaulle, et nos camarades Tollet, G. Marrane et Carrel. »

Photo représentant des enfants sur une voiture de guerre américaine, avec la légende suivante :

« Les enfants sont heureux de grimper dans les voitures américaines... surtout quand ce jeu s'accompagne de la distribution de friandises. »

(1) Il est bon de se souvenir qu'à la même époque La Vérité, malgré ses cent numéros clandestins diffusés sous l'occupation nazie, se voyait encore, avec la complicité de M. Bayet, refuser l'autorisation de paraître !

SPÉL

VIENT DE PARAITRE : COMMENT DE GAULLE A PRIS LE POUVOIR par Robert Langlade

Une brochure imprimée de 48 pages : 200 francs. Les 10 : 1.750 francs.

LEON TROTSKY : QU'EST-CE QUE LE NAZISME ? Le célèbre article depuis longtemps introuvable. Une brochure imprimée : 50 francs. Les 10 : 300 francs. Les 25 : 600 francs.

LEON TROTSKY : LEUR MORALE ET LA NOTRE 100 francs.

LA REVOLUTION ETRANGLEE (Critique des « Conquérants » d'A. Malraux) 50 francs.

Envoi franco de port contre un mandat au Compte Chèque Postal 6032-21 Paris : Société de Presse, Édition et Lib aine, 5, rue de Charonne, Paris-11^e.

Offensive militaire en Algérie

(Suite de la page 1.)

En vue de réaliser ses plans, le gouvernement de Gaulle veut mettre en place, à l'intérieur du pays, tout un système de mesures réactionnaires, dont le cadre politique et juridique sera donné par la Constitution soumise au référendum du 5 octobre. Pour atteindre ses buts, de Gaulle, non par un quelconque génie qu'il se serait vu conférer par une essence divine, mais par le fait qu'il a pris le pouvoir dans des circonstances politiques arrivées à maturité, procède méthodiquement en fonction du premier objectif à atteindre : maintenir l'Algérie dans le cadre français. Les accords récemment signés avec Bourguiba, les discussions avec le Sultan, les discussions sur l'évacuation du pétrole d'Edjélat, marquent la volonté de réaliser ce que les gouvernements précédents s'efforçaient d'obtenir : assurer l'isolement effectif du peuple algérien, tarir les sources du ravitaillement en armes afin de lui porter des coups militaires décisifs. Que le gouvernement de Gaulle ait, dans une certaine mesure, réussi — tout au moins pour le moment — c'est ce que tend à démontrer la désinvolture avec laquelle M. Schuman, à la dernière réunion de la Commission des Affaires étrangères, a accueilli le dernier discours de Bourguiba où celui-ci proteste de sa fidélité inébranlable à la cause du peuple algérien. Ce qui compte, a-t-il expliqué en substance, ce ne sont pas les paroles, mais les actes qui justifient la politique du Général ; les actes témoignent que Bourguiba s'efforce d'honorer ses engagements.

Quant à l'impérialisme américain, qui, avant le 13 mai, désespérait de voir la France arriver, par les moyens militaires, à rétablir un ordre à ses yeux indispensable, en égard aux menaces révolutionnaires que comportait la poursuite de la guerre d'Algérie, il reprend quelque peu cour-

finance. Pour Wall-Street, le marché algérien n'est pas, du moins pour le moment, objet essentiel de convoitises ; quant au pétrole du Sahara, les difficultés financières de la France sont suffisamment graves pour amener l'impérialisme français à une certaine « compréhension », ces capitaux américains s'investissent en sa faveur et la guerre d'Algérie cessait.

Ce qui compte avant tout pour Eisenhower, c'est la stabilité sociale indispensable à la sécurité du dispositif stratégique mondial des U.S.A. ; cette sécurité doit tenir compte de la stabilité sociale, aussi bien en Afrique du Nord qu'en France même.

Toutes ces considérations montrent donc que de Gaulle, ayant réussi, avec la trahison du P.S. et du P.C.F., à mettre « hors jeu » momentanément le prolétariat français, assuré de la bienveillance américaine, de la neutralité « positive » de Bourguiba et du Sultan, espère pouvoir mettre en place le dispositif politique et militaire permettant à l'impérialisme français d'écraser les aspirations à l'indépendance du peuple algérien. Pour parfaire ce dispositif, il lui manque un accord avec Nasser. Le voyage au Caire, plus ou moins secret, de son très libéral envoyé le général Catroux, témoigne que le chef du gouvernement n'hésiterait pas, si les circonstances le permettaient, devant un règlement, sur le dos de la Révolution algérienne, des questions pendantes entre la France et l'Égypte.

Cela, pour l'immédiat, amène à une simple conclusion : le gouvernement de Gaulle engage une large offensive militaire afin de rétablir l'ordre, pendant le laps de temps où il aura les mains libres. S'il échoue, tout sera remis en question.

Pour des lendemains plus lointains, les problèmes demeurant.

Au Maroc, la crise sociale s'est déjà transformée en crise politique. L'animosité bourgeoise marocaine et les grands propriétaires fonciers sont, comme leurs collègues tunisiens, confrontés avec la dure réalité d'une indépendance politique qu'ils se refusent, bien évidemment, à engager dans les voies de l'indépendance nationale. Cette indépendance nationale exigerait l'expatriation du capital financier et le nationalisation de l'essence et des richesses nationales, l'expropriation des grands propriétaires autochtones. Ce refus des classes dominantes représente le plus puissant appui à la lutte des classes, car, sans la satisfaction de ces revendications : la terre aux fellahs, la nationalisation sans indemnité ni rachat des entreprises impérialistes, aucune amélioration du sort des masses n'est possible ni réalisable.

En Afrique Noire, la « loi-cadre » est largement dépassée, et les revendications pour une autonomie interne véritablement déjà l'accent de l'exigence de l'indépendance, comme le démontre la conclusion du discours prononcé le 9 juin par le vice-président du Conseil de gouvernement du Sénégal, M. Mamadou Dia : « Le Gouvernement sait que demain, par l'effort unanime de tout son peuple et au sein d'une Afrique unie et libre, le Sénégal accomplira son destin. »

Ainsi malgré les coups de l'impérialisme s'efforce de porter à la révolution dans la colonie, il ne peut espérer stabiliser durablement son régime d'oppresseur.

PRESSES OUVRIÈRES,
7 Rue Victor-Hugo
MONTREUIL.
Le Gérant : P. LAMBERT.

POUR UNE OFFENSIVE SYNDICALE

UN membre de la C.E. de la Fédération Générale des Fonctionnaires s'exprime, en tant que tel, dans l'ultra-gaulliste « Combat » où, prenant des vessies pour des lanternes, il voit poindre « la révolution » dans l'ombre du cesarisme !

Un secrétaire fédéral de notre Centrale s'était antérieurement fait la couverture, dans « l'Union pour le renouveau et la sauvegarde de l'Algérie Française », de la mobilisation des colonialo-fascistes contre les maigres libertés dont nous jouissons encore. Un secrétaire fédéral, membre de la C.E. confédérale, s'est répandu en interviews — reproduits complaisamment par la presse anti-ouvrière — préconisant un « étatsocialisme » : c'est-à-dire une concubinerie du syndicalisme avec les tenants du « Socialisme-autoritaire », dont on suit — sous le drapeau de l'anticommunisme — où ils ont conduit la classe ouvrière et ses syndicats !

Tout cela sert trop nos adversaires qui sont — naturellement — aussi ceux de l'autonomie de détermination de la classe ouvrière (même lorsque, hypocrites, ils annoncent les vœux de la Charte d'Amiens), pour que nous ne demandions pas l'hospitalité de « la Vérité », à seule fin d'y faire entendre un autre son de cloche, le son de cloche d'un syndicalisme révolutionnaire étouffé par les appareils syndicaux réformistes ou staliniens.

Les rares organes syndicaux où les comptes rendus d'activité et les résolutions des minorités sont reproduits se comptent sur les doigts de la main, cependant que pullulent les plus plates reproductions de l'idéologie et des thèmes de la bourgeoisie (quand ce ne sont pas ceux des colonialistes ou des fascistes) !

Les travailleurs veulent — et particulièrement dans nos secteurs de la fonction publique — que leurs porte-parole et leurs organisations déchirent les brumes où sont noyés les vrais problèmes syndicaux. Face à l'action directe des ultras et des activistes de la réaction antiouvrière, ils voudraient voir s'organiser l'action directe des travailleurs pour leurs objectifs propres. La défense de la démocratie, dans sa matérialisation concrète, à leurs yeux, c'est la conquête de droits — et leur exercice — qu'ils ont perdus, ou qu'ils ont vu se dégrader, pendant toute la période au cours de laquelle leurs syndicats se sont effacés devant « les impératifs » (!) de leur patron, l'état capitaliste. Le droit de réunion, de publication, d'affichage dans les établissements, les droits de décision dans les comités paritaires, le contrôle de l'embauchage et du licenciement, le respect de ces libertés syndicales pour diffuser et populariser les revendications, le droit de grève pour les faire aboutir ; voilà des moyens démocratiques indispensables à l'action des masses.

Nul doute qu'utilisés pour les conquêtes ouvrières, ces moyens seront défendus avec énergie. Comment, dans l'abstrait, les travailleurs combattaient-ils pour assurer la sauvegarde de libertés, dont ils sont frustrés dans la nation sur le plan politique et social (n'est-ce pas leur presse qui est constamment saisie ou étouffée par la police ou la pression financière ?), frustrés aussi dans la vie même de leurs propres syndicats !

Les militants syndicalistes ne peuvent donc qu'approuver, sur le plan de la recherche de l'efficacité par la reconquête de la confiance des masses, dans la défense et l'élargissement des libertés démocratiques, la position du « Mouvement pour un Syndicalisme uni et démocratique ». Cependant ce n'est là qu'un aspect, si capital qu'il soit, « organique » du problème, qui ne touche pas les masses que dans la mesure où elles considèrent que l'utilisation de moyens efficaces s'appliquera à la conquête d'objectifs à leurs yeux valables. Ces objectifs doivent, pour cela, avoir aujourd'hui un caractère général, et par là unitaire. C'est un véritable programme de classe, soucieux d'abord des intérêts généraux de la classe ouvrière, que voudrait voir dresser — avec la netteté et la clarté aveuglante des forces qu'il recréerait — la classe ouvrière de ce pays. Son apathie apparente n'est que la manifestation du peu d'intérêt qu'elle porte à des revendications qui ne sont le fruit que du désir d'accommodement de ses dirigeants avec le régime capitaliste, gémiteur des « systèmes » innumérables à satisfaire les travailleurs, mais toujours aptes à les étrangler.

Se déterminant sans influence et sans pression des appareils, nos camarades des Bibliothèques Publiques ont indiqué — dans un texte que j'ai eu mandat de défendre, en février dernier, à la C.E. Fédérale — quels seraient, à leurs yeux, quelques éléments de ce programme de classe indispensable. Sans revenir sur les droits syndicaux énumérés plus haut, en voici quelques éléments : augmentation du salaire de base à 45.000 francs pour 40 heures hebdo ; se rapprocher d'une échelle hiérarchique plus démocratique par une réduction à 1x8, en brut (sur ce salaire) de l'échelle actuellement de 1x20 ; acompte immédiat de 15.000 francs mensuels égaux pour tous ; les 40 heures en 5x8 ; la titularisation de tous les auxiliaires ; la retraite à 55 ans avec les 2/3 du salaire ; et, pour associer les revendications corporatives (qui isolent actuellement les groupes les uns des autres), l'établissement d'un cahier collectif revendicatif.

Qu'espérer et que faire espérer aux travailleurs, et particulièrement aux travailleurs de la Fonction Publique, hors de la lutte ouverte et la plus large pour des conquêtes qui en valent la peine ? Hors de la rapide initiative du mouvement ouvrier, il n'y a, avec le style néo-fasciste du nouveau « système », comme perspectives que le refus, déjà formulé par le général des revendications des fonctionnaires enfoncées dans « l'autoritarisme », que les méthodes paternalistes et autoritaires (le projet de loi R.P.F. sur l'association capital-travail, projet Soustelle-allon de 1951 n'est pas une vue de l'esprit). L'essentiel de cette loi était de retirer à l'autodétermination des travailleurs, à leurs syndicats encore considérés comme trop animés par l'esprit de classe, la représentation des ouvriers et des salariés dans l'entreprise pour la « donner » à des collègues catégorisés « associés » ou « patronaux » et se partageant les surprofits dans la proportion célèbre d'un cheval pour une abesse.

Les hommes de confiance du nouveau « système » étant, dans l'entourage immédiat du général, pour ces opérations les hommes les plus réactionnaires de « l'ancien système », Soustelle, Goutz (l'ancien réactionnaire directeur du budget), Pinay, Pompidou, etc., etc. Qui pourrait croire que, soutenus par les hommes d'Alger et la clique militariste, ces réactionnaires n'essaient pas d'emporter « tout le morceau » ! La classe ouvrière doit abattre elle aussi tout son jeu !

R. DUMONT
Membre de la C.E. de la
Fédération Générale des Fonctionnaires
(F.O.)

Le crétinisme parlementaire à la vie dure

(Suite de la page 3.)

quant à lui, s'est toujours prononcé pour une politique réformiste. Mais là où le comble du ridicule est atteint, c'est quand Gilles Martinet, « marxiste » comme pas un, dont la figure réjouie s'étale dans le dernier numéro de « Tribune du Peuple », l'organe de l'U.G.S., légitime l'électorisme le plus écoulé.

« La première tâche de l'Union » (U.F.D.), déclare ce théoricien du renouvellement du Socialisme, « sera de dégaucher un programme commun, centré autour de trois ou quatre idées-force, et d'engager une campagne autour de ce programme. La deuxième sera de préparer, en fonction de ce programme, la bataille du référendum et les élections générales du mois de novembre. »

Claude Bourdet précise le sens de ce programme d'idées-force :

« Il faut se tenir également éloigné d'un programme socialiste — inacceptable pour beaucoup d'autres partisans — et d'un programme purement momentané qui ne galvaniserait personne. »

Le programme commun ne devant pas être un programme socialiste, c'est-à-dire un programme de classe, devra donc se situer sur un plan bourgeois parlementaire qui n'effrayera pas les alliés radicaux. Car il ne peut y avoir, le « marxiste » Martinet le sait très certainement, de programme au-dessus des classes.

« Au sein de la nouvelle Union » (U.F.D.), poursuit le rénovateur du Socialisme, « nous serons, non point les seuls partisans de l'unité d'action avec les travailleurs communistes, mais sans doute ses partisans les plus fermes. »

La boucle est fermée. Le lien avec la politique bourgeoise et parlementaire du P.C.F. représente le premier thème de la politique du rédacteur en chef de « France-Observateur » ; le second thème arrive tout naturellement ; les travailleurs communistes étant, cela va sans dire, assimilés à l'appareil du P.C.F., l'orientation qu'il entend imprimer, avec le vieux Front Républicain — nouvelle formule : Union des Forces Démocratiques — est celle de l'accord électoral sur la politique de collaboration des classes, dans le cadre du régime bourgeois « républicain ». Cette politique est effectivement celle de Thorez et de Mendès-France, le programme socialiste étant, bien entendu une utopie. En fait, en dépit de phrases à l'allure gauchistes, Martinet se situe entièrement sur le plan de la politique stalinienne. Le regroupement de la « gauche non communiste » (4) trouve son expression dans une orientation commune au P.C.F., aux radicaux, à Martinet, Bourdet, Mayer, le programme bourgeois de défense de la République parlementaire qui s'est liée dans les bras de de Gaulle. On connaît l'histoire de l'ivrogne qui court après son ombre !

LES TACHES DE L'AVANT-GARDE RÉVOLUTIONNAIRE

La classe ouvrière de ce pays, le 1^{er} juin 1958, a subi une défaite. Inutile de contester un fait incontestable. De Gaulle s'approprié, par son référendum plébiscitaire du 5 octobre, à consacrer cet échec avec une Constitution autoritaire qui fournira le cadre juridique et politique de l'offensive bourgeoise contre le prolétariat et ses organisations. Pour répondre « non » au référendum, nul be-

soin d'une nouvelle organisation, dont le programme d'idées-force qui ne choquerait pas les classes bourgeois, qu'on le veuille ou non, ne peut amener que mécomptes et échecs. Le programme du « rassemblement » du Front Populaire en 1936, Parti Socialiste et P.C.F. s'étant alignés sur le programme de la bourgeoisie, a conduit tout naturellement à la guerre et à la dictature. Le Front Républicain qui, vingt ans après, a également exprimé l'alignement du Parti Socialiste sur les défenses des intérêts de la bourgeoisie — le P.C.F., bien qu'en, dehors de ce Front, lui apportant ses voix — a conduit non moins naturellement à de Gaulle.

La bourgeoisie, à l'exception de quelques-uns de ses représentants — tels Mendès ou Mitterrand — s'étant tournée vers le pouvoir fort, on peut parier que l'Union des Forces Démocratiques n'ira pas très loin.

Les « politiques réplistes » à la Martinet-Thorez, pourfendeurs des révolutionnaires — baptisés par eux « utopistes » — ont apporté leur pierre à l'édifice d'une politique parlementaire de collaboration des classes qui a suivi une faillite retentissante. L'expérience est là, hors des voies du programme révolutionnaire, il n'y a que défaite, misère, guerre et répression.

Il reste que la montée de la dictature dans ce pays va se traduire obligatoirement par des atteintes aux libertés ouvrières élémentaires. De Gaulle va contesté à la classe ouvrière ses syndicats, le droit de s'organiser librement, le droit de grève, la liberté de presse et de réunion. Pour la défense de ces libertés, ce qu'il faut ou prélatariat, c'est préserver ses syndicats de classe, indépendants de tous les gouvernements, de l'Etat, et de toutes les formations politiques, aussi bien du P.C.F., du P.S., que de l'U.F.D.

Ce qu'il faudrait aux travailleurs dans l'immédiat, c'est une organisation politique de classe, une formation politique rassemblant, dans le respect des tendances et de la démocratie ouvrière, des militants ouvriers se situant sur le programme de la lutte des classes et du socialisme.

Que l'expérience récente ne puisse pas être assimilée, assez rapidement pour permettre, dans les mois qui viennent, à cette organisation de classe de se rassembler, cela est possible. Ce qui est certain, c'est que ce ne sera pas dans les ornières de la collaboration des classes de l'électorisme, du parlementarisme bourgeois, que le prolétariat trouvera les ressources nécessaires pour résister à la dictature.

En tout état de cause, les militants révolutionnaires d'avant-garde, pour leur part, s'efforceront de faciliter la constitution d'une telle organisation de classe, en même temps que, tirant toutes les leçons d'une expérience riche d'enseignements, ils œuvreront à former des cadres d'une trempe suffisante pour faire face aux épreuves d'un proche avenir, et surgir demain à la crête de la nouvelle vague révolutionnaire.

Victor LEPAGE.

(4) La « gauche communiste » étant exprimée par l'appareil du P.C.F., parti révolutionnaire de la classe ouvrière, pour Martinet et consorts.